

10 octobre 2019

(19-6570)

Page: 1/24

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

CANADA

*Addendum*

La communication ci-après, datée du 20 septembre 2019 et adressée par la délégation du Canada, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

---

### **1 INTRODUCTION**

1. L'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) dispose ce qui suit: "[I]es pays développés Membres offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable".

2. Conformément à la Décision du Conseil des ADPIC du 19 février 2003 (IP/C/28), les pays développés Membres doivent présenter des rapports annuels sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements qu'ils ont contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. Suite à cette décision, les Membres ont décidé de présenter un nouveau rapport détaillé tous les trois ans et une mise à jour les années intermédiaires. Le rapport détaillé du Canada le plus récent a été présenté en octobre 2018 (sous la cote IP/C/W/646/Add.4). Le présent rapport constitue une mise à jour du rapport de 2018 du Canada et vise à fournir des renseignements actuels sur les incitations dans ce domaine. Le rapport comprend un aperçu détaillé des mesures que le Canada a prises ou envisage de prendre dans ce domaine, qui s'accompagne de renseignements sur des projets spécifiques ou des incitations offertes au Canada dans le cadre de programmes prévus au titre des dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC relatives au transfert de technologie. Comme pour les précédentes années, cela comprend l'annexe jointe au rapport de cette année, qui présente une liste exemplative, mais non exhaustive, des incitations offertes aux entreprises et aux institutions canadiennes dans ce domaine pour mener des activités visant spécifiquement des PMA ou des groupes de pays qui comptent au moins un PMA.

3. Il convient de noter que les activités décrites dans le présent rapport sont distinctes de celles présentées dans le rapport correspondant de 2019 présenté par le Canada sur les activités de coopération techniques au titre de l'article 67 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/W/655/Add.5). Cependant, comme l'ont relevé divers Membres, et comme le Secrétariat de l'OMC l'a indiqué par le passé, il y a un certain chevauchement entre les concepts de transfert de technologie et de coopération technique. Par exemple, certaines formes d'assistance technique et financière peuvent constituer des incitations au transfert de technologie, dans la mesure où le contexte juridique et réglementaire d'un pays Membre en matière de propriété intellectuelle peut être un facteur essentiel dans l'établissement de conditions propices à un transfert durable de technologie.

4. Diverses incitations financières et non financières peuvent être offertes dans des pays développés Membres pour faciliter le transfert de technologie. Ces incitations peuvent comprendre, entre autres choses, un cofinancement, des incitations fiscales, des assurances et des conseils techniques, ainsi qu'une aide financière et des prêts, comme c'est le cas par le canal de l'aide publique au développement (APD) pour appuyer des projets, des programmes ou des activités de recherche financées par les pouvoirs publics qui sont axés sur le transfert de technologie. La plupart des incitations mentionnées dans le rapport de cette année visent essentiellement le transfert de technologie vers des PMA Membres afin de leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable.

5. Par "transfert de technologie", le Canada entend le transfert de la technologie intégrée dans les biens physiques et les services (comme les machines et les équipements), ainsi que la diffusion des renseignements et connaissances techniques et commerciaux qui sont à la base d'un produit, d'un procédé ou d'un service, mais aussi le transfert de compétences et de savoir-faire. Par conséquent, le transfert de technologie peut englober la propriété intellectuelle incorporée dans les biens et services transférés, le savoir-faire managérial et commercial indispensable à la production et distribution des biens et services, et le renforcement des capacités des ressources humaines.

## 2 APERÇU

6. Plusieurs ministères, organismes et programmes du gouvernement canadien offrent des incitations directes ou indirectes aux entreprises et institutions canadiennes pour qu'elles mènent des activités impliquant un transfert de technologie vers les PMA. Le présent document décrit et actualise les activités en cours de ces organismes.

7. Le Canada note que les PMA Membres sont toujours intéressés à en savoir plus sur l'incidence et le fonctionnement des programmes de transfert de technologie des pays développés Membres. Par conséquent, et suite au modèle pour les rapports présentés par les pays développés Membres au titre de l'article 66:2 que les PMA ont proposé en octobre 2011 (IP/C/W/561), des exemples spécifiques de transfert de technologie vers les PMA sont présentés à l'annexe du rapport de cette année. Comme dans les rapports précédents, chaque exemple comprend aussi un lien direct vers la page Web du projet ou programme spécifique, afin de faciliter l'accès à des renseignements additionnels sur chaque initiative de transfert de technologie. Par souci de commodité, les projets, programmes et initiatives mentionnés dans l'annexe ont été regroupés sous les thèmes suivants:

- économie numérique, technologie de l'information et des communications (TIC), et entrepreneuriat;
- technologie et innovation dans le secteur agricole;
- technologie et innovation en matière d'environnement et de changements climatiques; et
- technologie et innovation dans le secteur de la santé.

8. Le Canada fournira volontiers sur demande des renseignements supplémentaires sur l'un ou l'autre des exemples mentionnés dans le rapport de cette année. Il serait aussi intéressé à échanger d'autres renseignements avec des PMA Membres, ainsi qu'avec des pays développés Membres, sur les types d'incitations qui sont disponibles pour encourager le transfert de technologie vers les PMA, mais aussi en ce qui concerne les secteurs et technologies qui sont prioritaires pour les PMA.

## 3 AFFAIRES MONDIALES CANADA

9. Affaires mondiales Canada est la principale organisation responsable de l'APD au Canada, laquelle est administrée par les services du Ministère chargés du développement. La liste présentée dans le rapport de cette année détaille une série de projets, programmes et initiatives financés par l'APD canadienne avec le concours d'entreprises du secteur privé et d'institutions. Une liste plus exhaustive des projets soutenus par les services d'Affaires mondiales Canada chargés du développement peut être consultée sur le site de la Banque de projets de développement international d'Affaires mondiales, dans lequel il est possible de faire des recherches.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> La Banque de projets de développement international d'Affaires mondiales Canada, qui peut être consultée par pays, partenaire, secteur, état et numéro de projet, est accessible à l'adresse suivante: <http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets>.

10. Affaires mondiales Canada travaille avec plusieurs partenaires canadiens et internationaux pour apporter une aide au développement, y compris en appuyant le travail de ces partenaires et parties prenantes essentiels, et elle collabore avec ses partenaires de programmes dans tous les secteurs liés au développement international. Ainsi, Affaires mondiales Canada a récemment collaboré avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) par l'entremise du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSAI), qui vise à relever le défi de la faim dans le monde grâce à la recherche appliquée, en appuyant des partenariats dans les pays en développement et les PMA qui mettent à l'essai et déploient à grande échelle des solutions pratiques afin d'augmenter la production alimentaire, d'accroître le revenu des familles agricoles et d'améliorer la nutrition (voir la section 4 intitulée "Centre de recherches pour le développement international").<sup>2</sup>

#### **4 CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI)**

11. En tant que société d'État relevant du portefeuille des affaires étrangères et du développement du Canada (Affaires mondiales Canada), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans les connaissances, l'innovation et les solutions en vue d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement, dont les PMA. Le CRDI soutient financièrement des chercheurs de pays en développement pour l'exécution de travaux concernant des problèmes cruciaux pour leurs populations; accompagne les chercheurs tout au long de la démarche d'innovation; et facilite l'accès à l'information et aux services, ainsi que les contacts avec les chercheurs, responsables des politiques, et hommes et femmes d'affaires. Le CRDI a vu le jour en vertu d'une loi du Parlement canadien en 1970 pour aider les pays en développement à trouver des solutions aux défis qui se posent à eux.

12. S'agissant du transfert de technologie, le CRDI soutient la recherche dans les PMA afin de promouvoir la croissance et le développement. À cet effet, il recourt à une approche qui combine un soutien financier en vue de créer de nouvelles possibilités de recherche, avec un engagement intellectuel aux côtés des bénéficiaires ainsi que l'encadrement de leur processus de recherche, et un rôle d'intermédiaire qui contribue à traduire les recherches en politiques. Ces activités aident les PMA à mettre au point leurs propres technologies, à adapter à leurs besoins les technologies existantes et à accroître leur savoir-faire en matière de gestion de la recherche.

#### **5 CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA (CNRC)**

13. Le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), qui relève du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), encourage et aide les petites et moyennes entreprises canadiennes à établir des partenariats internationaux reposant sur la technologie, y compris avec des PMA. En partenariat avec Affaires mondiales Canada, le PARI soutient les missions de groupes qui souhaitent explorer les possibilités de ce type. Le PARI mène également des activités de façon indépendante et avec d'autres partenaires. Outre les missions de groupes, il travaille avec des sociétés ou avec certains secteurs et mène des activités dans le domaine de l'intelligence technique concurrentielle. Les initiatives internationales du PARI visent principalement à fournir un soutien dans un certain nombre de domaines clés, notamment:

- le soutien direct aux petites et moyennes entreprises ayant des intérêts internationaux;
- l'établissement de partenariats technologiques, incluant des services d'acquisition, de transfert et de jumelage de technologies; et
- les projets conjoints de recherche-développement et d'autres projets liés aux technologies.

---

<sup>2</sup> Pour de plus amples détails au sujet du FCRSAI, veuillez consulter l'adresse suivante: <http://www.idrc.ca/EN/Documents/CIFSRF-Call-5-1-Backgrounder-ENG.pdf>.

**ANNEXE<sup>1</sup>**  
**EXEMPLES DE PROJETS ET PROGRAMMES REPRÉSENTATIFS**

La présente annexe donne un aperçu des exemples de projets et programmes représentatifs soutenus par les principaux ministères et organismes canadiens impliqués dans les activités de transfert de technologie. Elle a été établie pour rendre compte de certains critères comme les PMA l'avaient demandé lors des ateliers sur l'article 66:2 d'octobre 2008 et d'octobre 2010, et respecte le modèle proposé par les PMA en octobre 2011 (IP/C/W/561). Par souci de commodité, les projets et programmes mentionnés dans l'annexe ont aussi été regroupés sous les thèmes suivants:

- économie numérique, technologie de l'information et des communications (TIC), et entrepreneuriat;
- technologie et innovation dans le secteur agricole;
- technologie et innovation en matière d'environnement et de changements climatiques; et
- technologie et innovation dans le secteur de la santé.

L'annexe ne constitue pas une liste exhaustive, mais vise plutôt à donner un aperçu illustratif des institutions et entreprises qui transfèrent du capital physique, des biens, du savoir-faire, de l'information et des données vers les PMA grâce au soutien que leur apportent l'aide publique au développement et les autres mécanismes de financement mis en place par les pouvoirs publics.

**ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC) ET ENTREPRENEURIAT**

**1) Entrepreneuriat et croissance des entreprises pour la jeunesse en Éthiopie**

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Entrepreneuriat et croissance des entreprises pour la jeunesse en Éthiopie</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur de l'Afrique subsaharienne
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Digital Opportunity Trust (DOT)
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Éthiopie

<sup>1</sup> En anglais et en français seulement.

Rubriques	Détails
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des organisations internationales)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Services d'appui aux entreprises et institutions offrant de tels services, formation professionnelle, politique de l'emploi et gestion administrative, TIC
<b>8. Type de technologie transféré</b>	TIC, compétences, connaissances, savoir-faire
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: 1) une plus grande préparation entrepreneuriale des participants au programme; 2) une performance économique accrue des petites entreprises gérées par les jeunes; 3) des services d'appui aux entreprises pour les jeunes qui sont améliorés, plus inclusifs et mieux coordonnés par les organisations locales.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2018: 1) 40 398 jeunes hommes et femmes (dont 60% de femmes) avaient complété des programmes de formation Reach Up! et Start Up! et de coaching; 2) 11 054 propriétaires d'entreprises (dont 65% de femmes) avaient bénéficié des services d'aide au développement des entreprises qui comprenaient des formations à court terme, des opportunités de réseautage, du coaching individuel et des activités d'apprentissage fondées sur les besoins spécifiques des entreprises; 3) les 4 centres de services d'aide au développement des entreprises étaient tous opérationnels et offraient aux entrepreneurs, surtout des femmes, un ensemble de services et de programmes généraux et relatifs à l'intensification; 4) 475 diplômés universitaires (dont 52% de femmes) sans emploi avaient été recrutés pour une formation spécifique pour les apprentis. Ces résultats ont contribué au renforcement des services d'entrepreneuriat accessibles aux femmes et aux jeunes en Éthiopie.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	9,3 millions
<b>12. Durée</b>	2013-2022
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/a035366001?Lang=eng">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/a035366001?Lang=eng</a>

## 2) Moyens de subsistance numériques: les jeunes et l'avenir du travail à grande échelle

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Moyens de subsistance numériques: les jeunes et l'avenir du travail à grande échelle</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Ce projet vise à élargir les programmes d'autonomisation économique du Digital Opportunity Trust (DOT). Ces programmes portent entre autres sur l'innovation sociale, l'entrepreneuriat, les technologies de l'information et des communications (TIC), l'autonomisation et le développement des compétences en leadership. Ils visent également à aider 200 000 jeunes hommes et femmes à acquérir des aptitudes entrepreneuriales et professionnelles pour augmenter leurs revenus et élargir leurs perspectives d'emploi. Parmi les activités du projet: 1) recruter des jeunes afin qu'ils suivent une formation en leadership; 2) mettre en œuvre des programmes d'entrepreneuriat, de technologies de l'information et des communications, et de préparation de la main-d'œuvre; et 3) élaborer et organiser une formation d'auto-apprentissage en ligne pour les jeunes. Les responsables du projet Moyens de subsistance numériques prévoient de réaliser une étude et d'élaborer un modèle favorisant l'élargissement des réseaux. Celui-ci permettra de recruter et d'autonomiser des institutions et des équipes de jeunes chefs de file afin qu'ils génèrent des résultats durables dans leur pays. Le modèle d'élargissement des réseaux du DOT pourrait s'avérer une approche novatrice et efficace qui permettrait de mettre en œuvre des programmes à grande échelle, d'adopter des outils numériques et de tirer parti de partenariats avec le secteur privé.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement

Rubriques	Détails
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Digital Opportunity Trust (DOT)
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Divers pays, dont le Malawi, la Zambie et le Rwanda
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Technologie de l'information et des communications (TIC)
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Compétences, connaissances, savoir-faire
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Parmi les résultats intermédiaires escomptés de ce projet: 1) portée et durabilité accrues des résultats des partenaires locaux pour offrir des programmes d'autonomisation et des programmes économiques à des femmes et des jeunes sans emploi ou sous-employés; 2) participation et leadership accrues des femmes et des jeunes sans emploi ou sous-employés dans le développement social et économique de leur collectivité locale.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats atteints jusqu'au 31 mars 2019: 1) le projet a équipé 485 jeunes leaders (255 jeunes femmes et 230 jeunes hommes) des connaissances, des compétences et du soutien nécessaires pour offrir des programmes d'autonomisation économique et d'acquisition de compétences numériques dans leur collectivité. 2) Le projet a touché 50 635 jeunes (26 820 jeunes femmes et 23 815 jeunes hommes) et des femmes dans des collectivités de plusieurs pays, y compris le Rwanda, la Tanzanie, le Malawi et la Zambie. 3) À ce jour, 5 421 jeunes se sont enregistrés sur des plates-formes numériques et dans des groupes de participation numériques du DOT. 4) 103 nouveaux partenariats ont été établis avec une grande variété de partenaires, y compris le gouvernement, la société civile et le secteur privé, et la programmation s'est étendue au sein des pays de mise en œuvre existants, ainsi que dans de nouveaux endroits, y compris au Malawi et en Zambie. La création d'un solide regroupement de partenaires, dans lequel les ressources et les compétences techniques de divers acteurs peuvent être mises à profit, contribue à renforcer la portée (grâce à l'alignement sur les priorités nationales) et la durabilité (grâce à la prise en charge et à l'engagement locaux) du projet.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	15,3 millions (environ 501 840 ou 3,28% ont été alloués au Malawi et à la Zambie, respectivement; environ 3 831 639 ou 25,00% ont été alloués au Rwanda; environ 3 356 820 ont été alloués à la Tanzanie)
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001963001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001963001</a>

### 3) Technologies pour le secteur de l'artisanat au Mali

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b> <b>2. Objectif général et/ou objet</b>	<b>Technologies pour le secteur de l'artisanat au Mali</b> L'initiative vise l'augmentation de la participation des femmes à la Fédération nationale des artisans du Mali (FNAM), une organisation socioprofessionnelle à caractère syndical, qui défend les droits des artisans auprès des pouvoirs publics et qui aide les artisans à développer leurs entreprises. Par l'intermédiaire d'un portail électronique et téléphonie mobile, l'initiative met l'accent sur les 3 aspects suivants: 1) amélioration de la fluidité des collectes de données et des processus de consultation/concertation aux niveaux local, régional et central; 2) développement d'une culture du réseautage, de l'information et de la communication; 3) amélioration de la production des informations/recommandations, du suivi-évaluation et de la stratégie de promotion auprès des institutions publiques et des parties prenantes, dans le secteur de l'artisanat.  Parmi les activités du projet: 1) mettre en place un mécanisme de consultation des artisans membres de la FNAM, surtout les femmes et groupes marginalisés; 2) développer un modèle de gouvernance au sein de la FNAM et de ses divisions régionales et locales; 3) élaborer un programme pour fournir aux membres et partenaires de la FNAM un portail et des services de téléphonie mobile; 4) mettre en place des méthodes de communication, incluant un portail et des services de téléphonie mobile afin de favoriser le réseautage et le partage d'informations dans le secteur de l'artisanat malien; 5) adapter une plate-forme technologique de suivi et d'évaluation; 6) établir une cellule de promotion en vue d'améliorer les services publics offerts aux travailleurs du secteur de l'artisanat.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	C2D Services Inc.
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Mali
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Technologie de l'information et des communications (TIC)
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Technologie, savoir-faire, compétences techniques, formation
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: 1) une amélioration de la participation équitable et inclusive aux processus démocratiques de prise de décisions, surtout de la part des femmes et des groupes marginalisés, à l'aide de la technologie; 2) une utilisation accrue de la technologie par les gens, surtout les femmes et les groupes marginalisés, afin de tenir leurs gouvernements responsables de leurs engagements; 3) une sensibilité accrue des institutions publiques aux différents besoins et droits des citoyens, surtout les femmes et les groupes marginalisés, grâce à l'utilisation de la technologie.
<b>10. Résultats/impact</b>	À déterminer (projet en cours)
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	3,3 millions
<b>12. Durée</b>	2017-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003003001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003003001</a>

#### 4) CARREFOURS EQWIP: Jeunesse Canada Monde et Youth Challenge International – Envoi de bénévoles 2015-2020

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>CARREFOURS EQWIP: Jeunesse Canada Monde et Youth Challenge International – Envoi de bénévoles 2015-2020</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Le projet contribue à améliorer les conditions économiques et le bien-être social des bénéficiaires dans plusieurs pays, y compris la Tanzanie et le Sénégal. Le projet vise à améliorer la capacité des organisations partenaires locales à mettre en œuvre des programmes innovants, durables, sexospécifiques sur les moyens d'existence pour les jeunes femmes et les jeunes hommes en envoyant des bénévoles et en mettant en place des carrefours d'innovation centrés sur les jeunes. Les carrefours sont des espaces adaptatifs, accessibles, destinés aux jeunes, qui rassemblent les activités de formation, les services de soutien, l'accès aux capitaux, les réseaux et les technologies dont les jeunes ont besoin pour accéder à des moyens de subsistance durables. Les carrefours servent également de centre pour la sensibilisation, la mobilisation communautaire, les réseaux de soutien et la fourniture de services auprès d'un réseau plus vaste de jeunes qui ont un accès limité au carrefour. Le projet rassemble des organisations du secteur public, du secteur privé et de la société civile afin de créer un réseau de carrefour au sein de chaque carrefour. Ce réseau offre aux jeunes un environnement propice pour: mieux comprendre les besoins du secteur privé en matière de compétences pour l'emploi; améliorer la sensibilisation sur les possibilités d'entrepreneuriat sur le marché; et créer une interface permettant aux jeunes d'influencer et de contribuer au développement de produits et de services pour les jeunes afin de les rendre plus pertinents.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Jeunesse Canada Monde
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Plusieurs pays, y compris la Tanzanie et le Sénégal
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Technologie de l'information et des communications (TIC)
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Assistance technique, savoir-faire, TIC
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent une amélioration de la capacité des partenaires locaux à atteindre des résultats durables en matière de développement pour répondre aux besoins locaux en utilisant les compétences et les connaissances techniques des bénévoles canadiens.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats atteints jusqu'en mars 2019: 1) 312 missions de volontariat ont été menées à bien sur le terrain, par 245 femmes et 67 hommes; 2) 12 carrefours EQWIP sont en place et fonctionnent en collaboration avec 12 partenaires locaux; 3) 69 568 jeunes ont été formés (dont 37 619 femmes); 4) 12 réseaux de carrefours sont actifs et comprennent environ 213 organisations; 5) 9 181 Canadiens ont participé à des activités d'engagement public organisées par d'anciens bénévoles canadiens. Ces résultats ont contribué à améliorer la capacité des partenaires du projet dans le pays à atteindre des résultats durables en matière de développement afin de répondre aux besoins locaux, par exemple la capacité des jeunes à être employés ou à s'employer a augmenté grâce à leur participation aux activités du projet. Selon les consultations avec les participants, après 6 mois, 42,0% des jeunes (47% de femmes et 39% d'hommes) ont trouvé un emploi ou ont lancé leur propre entreprise; alors que selon le taux de référence, seulement 6,6% de jeunes (2,2% de femmes et 6,4% d'hommes) avaient indiqué avoir été recrutés ou avoir une entreprise.



Rubriques	Détails
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	35 millions (environ 6,35 millions ou 17,8% du total ont été alloués à la Tanzanie; environ 4,39 millions ont été alloués au Sénégal)
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/d001079001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/d001079001</a>

### 5) Lutte contre le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé grâce à l'enseignement ouvert, à distance et basé sur les technologies

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Lutte contre le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé grâce à l'enseignement ouvert, à distance et basé sur les technologies</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Le Marché commun de la connaissance propose de reproduire son travail à plus grande échelle pour améliorer l'accès à l'enseignement secondaire et à la formation professionnelle pour les jeunes filles et les femmes dans les milieux pauvres en ressources grâce à l'enseignement ouvert, à distance et basé sur les technologies, qui aide à créer les conditions favorables pour leurs moyens de subsistance durables. Le projet axe son travail sur plusieurs pays, y compris le Bangladesh, le Mozambique et la Tanzanie, qui ont été sélectionnés à cause du pourcentage élevé de femmes qui ont été mariées pour la première fois avant l'âge de 18 ans. En travaillant avec ses partenaires existants, le Marché commun de la connaissance repère les communautés prioritaires qui présentent un taux de prévalence élevé de mariages des enfants, de mariages précoces et de mariages forcés et définit les compétences nécessaires pour donner aux jeunes filles et aux femmes l'enseignement et les compétences nécessaires pour améliorer leurs moyens de subsistance.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Marché commun de la connaissance
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Bangladesh, Mozambique, Tanzanie
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des organisations internationales)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Apprentissage basé sur les technologies
<b>8. Type de technologie transféré</b>	TIC
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Parmi les résultats intermédiaires escomptés de ce projet: 1) meilleur accès à des possibilités d'enseignement sûr, de qualité, sexospécifique, ouvert, à distance et basé sur les technologies pour les jeunes filles et les femmes des zones rurales des pays sélectionnés; 2) augmentation de la participation équitable à l'enseignement ouvert, à distance et basé sur les technologies des jeunes filles/femmes désavantagées vivant dans les zones rurales des pays sélectionnés; et 3) meilleur rôle économique et prise de décision familiale des jeunes filles/femmes désavantagées vivant dans les zones rurales des pays sélectionnés.

Rubriques	Détails
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats atteints jusqu'à la fin du projet (en mars 2019): 1) 654 membres du personnel ont été formés et sont capables d'élaborer des ressources d'apprentissage sexospécifiques pour un enseignement ouvert, à distance et fondé sur les technologies; 2) 244 environnements d'apprentissage sûrs ont été mis en place pour l'enseignement et l'apprentissage des femmes et des jeunes filles; 3) 29 848 femmes et jeunes filles ont suivi avec succès des cours de compétences pratiques; 4) 29 801 femmes et jeunes filles ont mené à bien leur formation en matière de compétences professionnelles; 5) 4 934 femmes ont participé à des activités de sensibilisation à l'emploi et de placement; et 6) 6 899 femmes et jeunes filles ont présenté leur candidature pour un poste et 6 645 ont réussi à trouver un emploi.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	2,373 millions (environ 474 000 ou 20% ont été alloués respectivement au Bangladesh, au Mozambique et à la Tanzanie)
<b>12. Durée</b>	2015-2019
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002474001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002474001</a>

## 6) Ingénieurs sans frontières – Envoi de bénévoles 2015-2020

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Ingénieurs sans frontières – Envoi de bénévoles 2015-2020</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Ce programme de coopération de bénévoles soutient environ 240 missions de bénévolat. Le programme vise à: 1) fournir un soutien pour améliorer la capacité des institutions de services publics et des petites entreprises en croissance à innover, à s'adapter aux conditions changeantes, et à incorporer l'égalité des genres et la durabilité environnementale; 2) aider les potentiels dirigeants de haut niveau des pays en développement, en particulier les femmes, à améliorer leur capacité d'adaptation et d'innovation; 3) améliorer la capacité des partenaires des pays en développement à élaborer et diffuser des innovations pour atteindre des résultats durables sur le plan du développement; et 4) sensibiliser les jeunes canadiens et leur permettre de participer aux efforts en matière de développement durable, en particulier dans le secteur de l'ingénierie.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Ingénieurs sans frontières
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Burkina Faso, Malawi, Zambie, Ouganda, Éthiopie
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des organisations internationales)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Ingénierie
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, formation
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Parmi les résultats intermédiaires escomptés de ce projet: meilleure capacité des pays partenaires à atteindre des résultats durables sur le plan du développement pour répondre aux besoins locaux, en mettant à profit les compétences et les connaissances techniques des bénévoles canadiens qualifiés.

Rubriques	Détails
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats atteints jusqu'en mars 2019: 1) le recrutement et le déploiement de 218 bénévoles canadiens dans 7 pays pour travailler avec 38 partenaires locaux, en touchant 1 355 810 bénéficiaires directs et 3 665 605 bénéficiaires indirects avec de meilleures possibilités économiques, des services d'eau et d'assainissement, un accès aux renseignements et la participation à la prise de décisions; 2) l'envoi de 38 innovateurs et dirigeants à potentiel élevé en Afrique dans des sessions de placement, des ateliers et des formations sur l'emploi organisés sur un mois par le Canada; et 3) 2 250 événements, qui ont touché 116 540 Canadiens, ont été organisés dans le pays sur le travail mené par Ingénieurs sans frontières et sur les efforts déployés par le gouvernement canadien en matière de développement international. Ces résultats ont contribué à améliorer la capacité des partenaires du projet dans les pays à atteindre des résultats durables sur le plan du développement qui répondent aux besoins locaux.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	9,006 millions (environ 402 000 ou 4,47% ont été alloués au Burkina Faso; environ 726 000 ou 8,07% ont été alloués au Malawi et à la Zambie respectivement; environ 1,85 million ou 20,53% ont été alloués à l'Ouganda; environ 126 000 ou 1,4% ont été alloués à l'Éthiopie).
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001083001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001083001</a>

## TECHNOLOGIE ET INNOVATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

### 7) Innovation et mobilisation pour la sécurité alimentaire

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Innovation et mobilisation pour la sécurité alimentaire</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Augmenter la sécurité alimentaire des femmes, des hommes et des jeunes des régions rurales arides et semi-arides de divers pays, dont le Burkina Faso. Le projet a pour objectif principal de renforcer la chaîne de valeur en agriculture depuis la production agricole jusqu'à la commercialisation, en prenant en compte les besoins des groupes visés.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	L'Œuvre Léger (Jules and Paul-Émile Léger Foundation)
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Divers pays, dont le Burkina Faso
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Agriculture
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Transfert de technologies productives (à savoir, distribution de matériel génétique pour insémination artificielle; missions d'assistance technique menées par des experts agricoles canadiens; installation de modules de production hydroponique et de biodigesteurs, etc.)
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les producteurs des filières ciblées augmentent durablement le rendement de leurs activités agricoles et leur résilience aux changements climatiques, ce qui bénéficie à 35 000 femmes, hommes et jeunes dans les 3 pays; les producteurs augmentent leurs revenus grâce à une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur en agriculture.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2019: dans les pays visés (dont le Burkina Faso), le projet a rejoint 6 097 producteurs (87,1% des 7 000 producteurs ciblés sur 5 ans), dont 60,2% sont des femmes. Parmi les producteurs ciblés, environ les deux tiers (dont plus de 50% sont des femmes) utilisent des technologies agroenvironnementales adaptées aux changements climatiques et/ou des intrants (semences de doliques, de sorgho, engrais, etc.) et des équipements de production agricole de qualité et/ou des nouvelles techniques de collecte et de conservation des produits agricoles et des produits laitiers. Au Burkina Faso, 1 309 producteurs sur 3 000 membres des 3 organisations participantes dans la région du Nord, la région de la Boucle du Mouhoun et les régions Centre Nord et Plateau Central ont augmenté leur production moyenne de 61%. Ces résultats contribuent à augmenter le rendement et la durabilité des productions agricoles et laitières dans les collectivités ciblées, particulièrement des femmes productrices.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	17 millions (dont environ 7,9 millions ou 47% du montant total ont été alloués au Burkina Faso)
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001691001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001691001</a>

## 8) Renforcement des capacités pour une irrigation et une agriculture durables en Éthiopie

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Renforcement des capacités pour une irrigation et une agriculture durables en Éthiopie</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, WGM Afrique
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Gouvernement des Pays-Bas – Ministère des affaires étrangères
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Éthiopie
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Agriculture
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Formation agricole, savoir-faire
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Le soutien apporté aux universités techniques et professionnelles devrait aider à former des techniciens qualifiés pour répondre aux besoins des secteurs public et privé. Le soutien apporté aux projets de petite irrigation sera mieux coordonné grâce à la formation du secteur public. Les agriculteurs pourront améliorer leur capacité à gérer des systèmes d'irrigation et à cultiver et à commercialiser des cultures irrigués.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2018: 1) plusieurs ateliers, consultations et évaluations régionales ont été menés pour renforcer le lien entre les institutions et les processus centraux impliqués dans la petite irrigation, la micro-irrigation et l'agriculture d'irrigation; 2) plus de 300 personnes ont participé à des ateliers de formation sur différents sujets, y compris la gestion de projets et le développement de l'irrigation; 3) meilleure planification et conception de systèmes de petite irrigation prenant en compte la question de l'égalité hommes-femmes en introduisant une approche de développement et de gestion participatifs de l'irrigation, qui a été adoptée dans toutes les régions; 4) création de 38 associations d'usagers de l'eau d'irrigation, qui comprennent 24 sous-comités des femmes; et 5) une formation en agronomie et en vulgarisation de l'irrigation pour les formateurs, aux niveaux régional et local, a été dispensée à 5 409 experts au niveau des districts. Ces résultats ont contribué à améliorer la planification, la conception et la construction de systèmes de petite et de micro-irrigation qui prennent en compte la question de l'égalité hommes-femmes et qui sont durables, par les institutions publiques et privées, de manière coordonnée et en suivant une approche intégrée à l'échelle du bassin versant.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	15 000 000
<b>12. Durée</b>	2013-2019
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/A035331001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/A035331001</a>

## 9) Amélioration des possibilités commerciales pour les productrices agricoles

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b> <b>2. Objectif général et/ou objet</b>	<b>Amélioration des possibilités commerciales pour les productrices agricoles</b> Ce projet vise à faire en sorte que les productrices agricoles contribuent davantage à la croissance économique du Myanmar. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG), des petites et moyennes entreprises, des gouvernements central et des États et des institutions financières, à l'échelle locale, dans le but d'aider les femmes à avoir un meilleur accès au crédit, aux facteurs de production, aux marchés et aux nouvelles technologies. Dans le cadre de ce projet, on travaille aussi directement avec 25 000 femmes dans les États de Shan et de Karen, en vue d'améliorer leur revenu et leur position en tant qu'agents économiques et chefs de file dans leurs collectivités. Parmi les activités du projet, mentionnons les suivantes: 1) offrir de la formation à des femmes et à des hommes sur les principes associés à l'égalité entre les sexes et au leadership exercé par les femmes; 2) établir une liaison entre les productrices et des groupes d'épargne; 3) offrir des services de mentorat à des femmes assumant une fonction de chef de file; 4) mettre sur pied un programme de renforcement des capacités à l'intention des ONG locales, pour leur permettre d'offrir aux productrices des services relatifs au marché; 5) accorder des subventions de contrepartie à des petites et moyennes entreprises pour la mise à niveau des outils technologiques; et 6) concevoir des produits financiers nouveaux ou améliorés à l'intention des productrices, en partenariat avec des institutions financières.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur Asie-Pacifique
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Mennonite Economic Development Associates of Canada
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Myanmar
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Produits financiers, services financiers
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, compétences techniques, formation
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Octroi de subventions de contrepartie à des petites et moyennes entreprises (PME) pour la mise à niveau des outils technologiques et conception de produits financiers nouveaux ou améliorés à l'intention des productrices, en partenariat avec des institutions financières. Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: 1) fourniture améliorée de biens et de services aux petites productrices agricoles par des intervenants des secteurs public et privé du Myanmar; et 2) accroissement du revenu des petites productrices agricoles et amélioration de leur position en tant qu'agents économiques et chefs de file dans leurs collectivités.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2018: 1) collecte et évaluation de données concernant plus de 100 villages et les enjeux liés aux cultures; 2) échange et transfert de connaissances avec les principaux partenaires de la facilitation, 899 agricultrices chefs de file, 4 078 productrices, plus de 3 500 membres de groupes d'épargne et chefs de village dans 194 villages des États de Shan et de Kayin, y compris des formations sur l'égalité entre les sexes offertes à des hommes et à des femmes par des organisations partenaires locales dans 147 villages, formations qui ont attiré au-delà de 6 600 participants; 3) formation et officialisation de partenariats avec le gouvernement du Myanmar et un éventail d'autres intervenants clés; 4) développement d'un programme novateur de subventions de contrepartie pour appuyer les entreprises agricoles et offrir aux productrices de nouvelles technologies et possibilités sur le marché.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	16,3 millions
<b>12. Durée</b>	2015-2019

Rubriques	Détails
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/d001110001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/d001110001</a>

## 10) USC Canada – Semences pour la survie 2015-2020

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>USC Canada – Semences pour la survie 2015-2020</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Ce projet vise à renforcer la sécurité en matière de semences, d'alimentation et d'économie pour 26 046 petits agriculteurs familiaux, en améliorant la disponibilité en denrées alimentaires variées et de qualité pour 153 601 femmes, hommes et jeunes. Plus de 80% des denrées alimentaires consommées dans les pays en développement sont produites par des petits agriculteurs. Ces producteurs cultivent souvent des terres pauvres, avec des qualifications et des intrants insuffisants, en utilisant des semences et des pratiques de culture qui nuisent à la durabilité de l'environnement et qui sont inadaptées à leur contexte local. Cela affecte la productivité agricole, la résilience face au climat et les moyens de subsistance. Les régions ciblées comprennent le Burkina Faso (provinces de Soum, Boulkiemde, Bazega et Boulgou), le Mali (régions de Bamako, Douentza et Mopti) et l'Éthiopie (régions d'Amhara et Oromia)
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	USC Canada
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Éthiopie, Burkina Faso, Mali
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des organisations internationales)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Agriculture
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, technologie agricole
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Parmi les résultats intermédiaires escomptés de ce projet: 1) meilleure disponibilité de denrées alimentaires riches en nutriments, de qualité et en quantité suffisante pour 153 601 femmes, hommes et jeunes; 2) croissance économique durable pour les femmes, hommes et jeunes des zones rurales en créant 154 petites entreprises durables dirigées par des femmes et des jeunes; 3) les pratiques et les politiques du projet Semences pour la survie (comme la recherche participative pour mettre au point de nouvelles variétés de cultures adaptées aux différentes zones agroécologiques, qui sont plus productives et plus riches en nutriments; des banques de semences communautaires et la production agroécologique) sont reproduites à plus grande échelle, en étant adoptées par 418 communautés agricoles et 75 organismes publics, organisations de la société civile et instituts de recherche dans 6 pays en développement; et 4) renforcement des liens entre les ministères et les organismes publics pertinents impliqués dans l'enregistrement et la distribution officielle des variétés de cultures, la certification des semences, etc.

Rubriques	Détails
<b>10. Résultats/impact</b>	<p>Parmi les résultats obtenus jusqu'en octobre 2018: 1) meilleure disponibilité de denrées alimentaires riches en nutriments, de qualité et en quantité suffisante pour 105 648 bénéficiaires directs dans 405 communautés; 2) augmentation de l'accès annuel global des ménages à des denrées alimentaires en quantités suffisantes, qui est passé de 8,1% en moyenne par rapport au taux de référence. Les ménages produisent 20% de plus de fruits et 28% de plus de légumes, et les participants cultivent 31% de variétés de fruits supplémentaires et 42% de variétés de légumes de plus qu'avant le projet. Ces augmentations ont contribué à mettre des denrées alimentaires riches en nutriments et variées à la disposition de ménages pauvres sur une base plus régulière; 3) le projet travaille avec 120 groupes de femmes pour renforcer leur participation à la prise de décisions économiques. Les femmes occupaient 45% des positions de direction dans 192 entreprises collectives soutenues en 2017-2018, et elles participent de plus en plus à des domaines traditionnellement dominés par les hommes, comme la production de semences et la gestion de banques communautaires de semences. Plus de 3 000 agricultrices et 1 600 jeunes agriculteurs ont reçu un soutien pour accéder à des terres communautaires et plus de 5 000 femmes et presque 2 500 jeunes ont reçu des intrants agricoles comme des semences, des microprêts, et des intrants de production comme des outils, des engrais biologiques, des herbicides et des répulsifs antiparasites. Ces résultats aident à démontrer que le fait d'encourager la participation active des femmes et des jeunes aux pratiques agricoles écologiques et aux initiatives en lien avec les marchés contribue à la croissance économique durable des femmes, des hommes et des jeunes des zones rurales; 4) le projet Semences pour la survie a collaboré avec plus de 150 organisations, départements gouvernementaux et instituts de recherche pour reproduire à plus grande échelle ses pratiques; et 5) les partenaires ont mené 26 évaluations de sécurité des semences, ont soutenu 60 banques de semences communautaires, et plus de 4 000 participants ont reçu une formation à la sélection des variétés et à l'obtention végétale participatives, ce qui a permis de renforcer la capacité des petits agriculteurs à s'adapter face aux risques reconnus du changement climatique.</p>
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	15 249 059 (environ 3,2 millions ou 21% ont été alloués à l'Éthiopie; environ 2,89 millions ou 19% ont été alloués au Burkina Faso; environ 3,65 millions ou 24% ont été alloués au Mali).
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001702001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001702001</a>



## 11) Reproduction à plus grande échelle de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Est

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Reproduction à plus grande échelle de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Est</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficiaire d'incitations (origine du transfert)</b>	Banque canadienne de graines
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Éthiopie, Tanzanie
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des organisations internationales)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Agriculture
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Savoir-faire, formation, technologie agricole
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Parmi les résultats escomptés de ce projet: 1) des systèmes d'agriculture de conservation pour les petits agriculteurs reproduits avec succès à plus grande échelle dans les zones visées; 2) la société civile, le gouvernement et le secteur privé soutiennent et encouragent les systèmes d'agriculture de conservation pour les petits agriculteurs; et 3) meilleure qualité et mise en œuvre des politiques et des programmes agricoles aux niveaux national et régional visant à soutenir l'agriculture de conservation.

Rubriques	Détails
<b>10. Résultats/impact</b>	<p>Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2018: 1) 31 605 agriculteurs (dont 16 566 femmes) ont reçu une formation en matière d'agriculture de conservation, contre 734 agriculteurs (dont 417 femmes) selon le taux de référence; 2) 23 359 agriculteurs (dont 13 332 étaient des femmes) pratiquent 2 des 3 principes de l'agriculture de conservation dans plusieurs pays, y compris l'Éthiopie et la Tanzanie, contre 695 agriculteurs (dont 478 femmes) selon le taux de référence; 3) 11 271 (46%) des ménages agricoles qui pratiquent une agriculture de conservation (dont 3 497 sont dirigés par des femmes) ont suffisamment de denrées alimentaires pour 12 mois, contre 1 390 (36%) ménages selon le taux de référence; 4) 8 503 (34%) ménages agricoles (2 616 dirigés par des femmes) ont perçu un changement en passant d'une situation d'insécurité alimentaire à une situation de sécurité alimentaire grâce à l'agriculture de conservation, contre 585 (15%) ménages selon le taux de référence; 5) la majorité des producteurs qui pratiquent une agriculture de conservation ont gagné du temps en termes de préparation de la terre (dont 62% sont des femmes) et de désherbage (dont 61% de femmes); 6) les producteurs qui pratiquent une agriculture de conservation ont déclaré un bénéfice net de 999 CAD grâce au rendement des cultures d'agriculture de conservation et 12 705 producteurs qui pratiquent une agriculture de conservation (5 992 femmes et 6 713 hommes) (51%) estiment désormais que leur ménage est capable de subvenir à ses besoins grâce à l'agriculture de conservation, contre 1 579 agriculteurs (911 femmes et 668 hommes) (41%) selon le taux de référence; 7) 1 055 groupes d'épargne et de crédit, qui comptent 20 301 membres (dont 14 638 femmes) sont désormais liés au programme, contre 296 groupes comptant 4 078 membres (dont 2 420 femmes) selon le taux de référence. Les groupes d'épargne et de crédit apportent un soutien social et financier à leurs membres en les aidant à accéder aux intrants agricoles et à répondre aux autres besoins du ménage. Les groupes d'épargne et de crédit améliorent l'accès des femmes au crédit, permettant ainsi un meilleur accès et un meilleur contrôle des ressources au niveau du ménage; et 8) des campagnes radiophoniques ont été menées à Assosa, Wolaita et Debre Markos (Éthiopie) et à Dodoma et Musoma (Tanzanie) pour promouvoir l'agriculture de conservation. Selon les estimations, 1 304 136 agriculteurs ont écouté les campagnes radiophoniques sur l'agriculture de conservation dans les deux pays et 1 075 297 (82,5%) sont en train d'essayer au moins un des principes de l'agriculture de conservation.</p>
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	14,25 millions (5,76 millions ou 40,43% ont été alloués à l'Éthiopie; 3,72 millions ou 26,13% ont été alloués à la Tanzanie)
<b>12. Durée</b>	2015-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001636001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001636001</a>

## TECHNOLOGIE ET INNOVATION EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### 12) Fonds pour les technologies propres

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds pour les technologies propres</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Le Canada a accordé un financement de 200 millions de CAD au Fonds pour les technologies propres afin de soutenir le recours à des technologies propres et à faibles émissions de CO <sub>2</sub> , et d'appuyer les investissements dans l'efficacité énergétique et les secteurs de l'électricité et des transports. Le FTP offre des ressources financières considérables pour la réalisation de projets d'énergie propre qui aident à faire la démonstration de technologies à faibles émissions de CO <sub>2</sub> , à les mettre en place et à les transférer; ces technologies sont fortement susceptibles de réduire les émissions de GES à long terme.  Le FTP finance des plans d'investissement nationaux ou régionaux qui font état de réductions considérables des émissions de GES, qui sont susceptibles d'être reproduits ailleurs, qui sont prêts à être mis en œuvre et qui font ressortir les avantages, sur les plans de l'environnement et du développement, des technologies à faibles émissions de CO <sub>2</sub> et leur façon de contribuer à la réalisation des stratégies et des objectifs nationaux en matière de développement. Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Banque mondiale
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Divers pays en Asie, en Afrique et dans les Amériques
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; fonds destinés à stimuler l'investissement dans des technologies à faibles émissions de CO <sub>2</sub> et à contribuer à la réalisation des objectifs et stratégies de développement national)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Changements climatiques
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, compétences, technologie visant à lutter contre les changements climatiques
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: Offre et demande en énergie modifiées grâce à des avenues de développement à faibles émissions de carbone.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'au 31 mars 2017, le FTP a approuvé 102 projets totalisant 4,9 milliards d'USD. Sur cette somme, 1,9 milliard d'USD (39%) a été versé à des projets. Par suite des projets en activité du FTP, les émissions de gaz à effet de serre ont été réduites de 8 mégatonnes d'équivalent en CO <sub>2</sub> par année; une capacité d'énergie renouvelable de 1 172 mégawatts a été installée; et 3 591 gigawattheures d'énergie sont économisées annuellement. En plus d'apporter des avantages pour l'environnement, les projets financés par le FTP ont mobilisé 4 milliards d'USD en cofinancement du secteur privé pour l'énergie renouvelable et ont contribué à créer 9 244 emplois.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	200 millions
<b>12. Durée</b>	2012-2032
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013704001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013704001</a>

### 13) Fonds de partenariat pour le carbone forestier – Fonds de carbone

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds de partenariat pour le carbone forestier – Fonds de carbone</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) est un partenariat mondial géré par la Banque mondiale qui a pour but de soutenir les efforts déployés par les pays en développement dans les régions tropicales et subtropicales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il appuie également la conservation et la gestion durable des forêts ainsi que le renforcement de stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers). Il offre des incitatifs financiers aux pays en développement qui mettent en œuvre des programmes de réduction des émissions pour freiner le rythme de la déforestation et de la dégradation des forêts dans leur pays.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Banque mondiale
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Divers pays, dont Madagascar, le Mozambique, le Népal, la République démocratique du Congo et la République démocratique populaire lao
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Changements climatiques, déforestation, dégradation des forêts
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, compétences, infrastructures
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: l'amélioration des pratiques de conservation des forêts grâce au partage des avantages et des mécanismes d'incitation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
<b>10. Résultats/impact</b>	<p>Parmi les résultats obtenus jusqu'en juin 2018: 1) 12 pays sont passés du stade de préparation à l'étape de mise en œuvre à grande échelle de programmes pour réduire les émissions découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+) pour un financement sur la base des résultats; 2) 11 pays ont élaboré un programme de réduction des émissions s'appliquant à une gamme d'activités en vue de faire un usage des terres qui soit adapté aux changements climatiques, de protéger les forêts, de remettre en état les terres épuisées et d'améliorer les moyens de subsistance des populations locales.</p> <p>Ces mesures contribuent aux résultats généraux du FCPF, y compris en matière de meilleure gouvernance et de transparence accrue pour la gestion durable des forêts, de réduction des émissions découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts, d'amélioration de la biodiversité et d'amélioration des moyens de subsistance pour les hommes et les femmes qui dépendent des forêts.</p>
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	5 millions (jusqu'à l'exercice financier 2019)
<b>12. Durée</b>	2012-2025
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013696001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013696001</a>

## 14) Fonds de partenariat pour le carbone forestier – Fonds de préparation

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds de partenariat pour le carbone forestier – Fonds de préparation</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) est un partenariat mondial géré par la Banque mondiale qui a pour but de soutenir les efforts déployés par les pays en développement dans les régions tropicales et subtropicales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il appuie également la conservation et la gestion durable des forêts ainsi que le renforcement de stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers). Grâce au Fonds de préparation, les pays en développement reçoivent une assistance technique et financière pour les aider à élaborer des stratégies, politiques et systèmes qui ont pour but de remédier aux problèmes de la déforestation et de la dégradation des forêts.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Banque mondiale
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Divers pays (dont le Bhoutan, le Burkina Faso, le Cambodge, l'Éthiopie, le Laos, le Libéria, Madagascar, le Mozambique, le Népal, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Suriname, la Tanzanie, le Togo et Vanuatu)
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Changements climatiques
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Connaissances, savoir-faire, compétences, infrastructures
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Assistance technique et savoir-faire qui entraîneront l'élaboration de stratégies, politiques et systèmes ayant pour but de remédier aux problèmes de la déforestation et de la dégradation des forêts.
<b>10. Résultats/impact</b>	<p>Parmi les résultats obtenus jusqu'en juin 2018: 1) 43 subventions pour la rédaction de plans de préparation ont été accordées et de nombreux pays sont au stade avancé de la rédaction de leurs plans de préparation dans le cadre des programmes REDD+ (réduction des émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts); 2) 314 millions d'USD en subventions dans le cadre du Fonds de préparation ont été accordés, permettant de mobiliser au moins 1,05 milliard d'USD en investissements à l'extérieur du Fonds de partenariat pour le carbone forestier; 3) 16 dossiers de préparation ont été approuvés, ce qui démontre l'état d'avancement du processus de préparation; 4) capacité accrue des peuples autochtones et des organisations de la société civile de participer à la préparation et à la mise en œuvre nationale dans le cadre de REDD+; et 5) meilleure intégration de la question de l'égalité hommes-femmes dans la préparation au programme REDD+.</p> <p>Ces résultats contribuent aux résultats globaux du FCPF, y compris en matière de meilleure gouvernance et de transparence accrue pour la gestion durable des forêts, de réduction des émissions découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts, d'amélioration de la biodiversité et d'amélioration des moyens de subsistance pour les hommes et les femmes qui dépendent des forêts.</p>
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	40 millions (jusqu'à l'exercice financier 2019)
<b>12. Durée</b>	2011-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013440001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013440001</a>

## TECHNOLOGIE ET INNOVATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

### 15) Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique

Rubriques	Détails
1. Intitulé du projet/programme 2. Objectif général et/ou objet	<b>Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique</b> L'Initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique (ISMEA) cherche à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants en renforçant les systèmes de santé pour qu'ils soient plus équitables, avec comme point d'insertion les soins de santé primaires. Deux composantes interreliées de l'Initiative, les équipes de recherche sur la mise en œuvre et les organisations du domaine des politiques et de la recherche en matière de santé, ont été mises sur pied pour réaliser les objectifs du programme.
3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie	Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Affaires mondiales Canada et Instituts de recherche en santé du Canada
4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)	Université d'Ottawa, Jimma University (Éthiopie); University of British Columbia, McMaster University, University of Malawi (Malawi); l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université des sciences, des techniques et des technologies de Bamako (Mali; Burkina Faso); University of Saskatchewan (Université de la Saskatchewan), Universidade Lurio (Mozambique); University d'Ottawa, Canada, Centre régional de la formation, de recherche et de plaidoyer en santé de la reproduction, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal et Bénin); Cape Breton University, Université de Montréal, Canada, Saint Mary's Hospital Lacor (Ouganda, Libéria, Sierra Leone).
5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)	Divers pays de l'Afrique subsaharienne, dont le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Libéria, le Malawi, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal, la Sierra Leone et la Tanzanie.
6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie	Financement public de la recherche
7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie	Systèmes de santé
8. Type de technologie transféré	Connaissances, savoir-faire, compétences techniques
9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie	Le programme Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique reflète les grandes priorités du Canada en matière de développement et son engagement continu d'améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, et de réduire le nombre de décès évitables. Il devrait: 1) combler des lacunes critiques en matière de connaissances et sensibiliser davantage les responsables des politiques aux interventions abordables, réalisables et susceptibles d'être portées à grande échelle en matière de soins de santé primaires, pour améliorer la santé des mères et des enfants et les soins qui leur sont prodigués, et les résultats obtenus; 2) renforcer la capacité des personnes et des institutions d'offrir des systèmes de santé et de mener des recherches qui soient sexospécifiques et axés sur les solutions, et adopter un plus grand nombre de résultats en ce qui concerne les recherches pertinentes et opportunes qui éclairent les politiques et les pratiques; 3) resserrer la collaboration entre les chercheurs canadiens et africains qui, de concert avec des décideurs africains, s'emploieront à la mise en œuvre et au passage à grande échelle d'interventions efficaces et de grande qualité qui améliorent la santé des mères et des enfants, qu'elles aient trait à des médicaments, à des services ou à des technologies.
10. Résultats/impact	Bien que le projet soit en cours, en 2018, le CRDI a lancé le Centre d'excellence pour le système d'enregistrement civil et de statistiques vitales, une plate-forme de ressources mondiale qui soutient activement les efforts déployés à l'échelle nationale pour élaborer, renforcer et reproduire à plus grande échelle des systèmes durables d'enregistrement civil et de statistiques vitales qui fonctionnent pour tous, en particulier les femmes et les jeunes filles. Le rôle du Centre d'excellence est de faciliter l'accès à l'assistance technique, aux normes et aux outils mondiaux, aux données probantes et aux bonnes pratiques, avec un engagement fort en faveur de l'égalité hommes-femmes.
11. Budget ou fonds alloués (CAD)	36 millions

Rubriques	Détails
<b>12. Durée</b>	2014-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="https://www.idrc.ca/sites/default/files/sp/Documents%20EN/Maternal-Online-ENG.pdf">https://www.idrc.ca/sites/default/files/sp/Documents%20EN/Maternal-Online-ENG.pdf</a>

## 16) Accès à des soins de qualité en élargissant et en renforçant les systèmes de santé

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Accès à des soins de qualité en élargissant et en renforçant les systèmes de santé</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Fondation Aga Khan Canada
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	Plusieurs pays, y compris le Mozambique et le Mali
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Santé générale, santé de base, santé reproductive
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Formation, savoir-faire, technologies sanitaires (équipement et modernisation des établissements de santé)
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats escomptés de ce projet comprennent: 1) de meilleurs services de santé essentiels apportés aux mères, aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans; 2) une meilleure utilisation des services de santé essentiels par les mères, les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans; et 3) une meilleure diffusion et une meilleure utilisation des données probantes et des renseignements sur les mères, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans par les responsables politiques des régions visées.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en juin 2017: 1) plus de 4 700 sessions ont été menées sur l'égalité des sexes, plus de 1 000 activités de diffusion ont été menées; 2) 746 membres du personnel de santé des communautés ont été formés; 3) plus de 5 000 sessions sur la nutrition ont été menées; et 4) 71% des Canadiens concernés ont indiqué avoir acquis de nouvelles connaissances sur les questions essentielles relatives aux mères, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans, y compris sur le plan de l'égalité des sexes, à la suite de leur participation à une activité d'engagement public.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	24 969 928
<b>12. Durée</b>	2016-2020

Rubriques	Détails
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001983001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001983001</a>

### 17) Garantir un avenir sain dans la République démocratique du Congo

Rubriques	Détails
<b>1. Intitulé du projet/programme</b>	<b>Garantir un avenir sain dans la République démocratique du Congo</b>
<b>2. Objectif général et/ou objet</b>	Cette initiative vise à réduire la mortalité maternelle et infantile dans 20 villages des régions de Lubutu et Walikale, dans la République démocratique du Congo. Les activités du projet comprennent: 1) la construction et l'équipement de maternités, en les dotant du matériel, des fournitures et de l'équipement de base; 2) l'approvisionnement de fournitures et de matériel pour soutenir la promotion de la planification familiale dans les centres de santé; 3) l'équipement des unités de santé mobiles avec le matériel et les fournitures nécessaires pour apporter des soins prénatals et postnatals dans les zones reculées.
<b>3. Organismes officiels ou institutions fournissant des incitations pour le transfert de technologie</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>4. Entreprises ou autres institutions partenaires visées ou remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)</b>	Institut Jane Goodall
<b>5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)</b>	République démocratique du Congo
<b>6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons, interventions de type projet)
<b>7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie</b>	Santé de base, santé reproductive, eau et assainissement
<b>8. Type de technologie transféré</b>	Construction et équipement de maternités et d'unités de santé mobiles
<b>9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie</b>	Les résultats escomptés de ce projet comprennent: 1) de meilleurs services de santé essentiels apportés aux mères, aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans; 2) de meilleures pratiques en matière de santé reproductive et d'eau, d'assainissement et d'hygiène par les membres des communautés, y compris les femmes, les hommes, les familles et les bénévoles des communautés; et 3) une meilleure utilisation des services de santé essentiels par les mères, les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans.
<b>10. Résultats/impact</b>	Parmi les résultats atteints jusqu'en mars 2018: 1) 5 804 enfants (âgés entre 0 et 11 mois) ont été complètement immunisés (vaccin DPT3, vaccin contre la rougeole et vaccin pneumococcique); 2) 4 885 personnes ont eu accès à des méthodes de planification familiale et les ont adoptées; 3) 558 femmes enceintes ont été sensibilisées sur la grossesse, l'accouchement et la maternité sans risques; et 4) 251 425 membres de communautés ont reçu des messages sur la santé reproductive, la planification familiale et l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Ces résultats ont contribué à améliorer la fourniture et l'utilisation des services de santé essentiels pour les mères, les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans et à améliorer les pratiques en matière de santé reproductive et d'eau, d'assainissement et d'hygiène par les membres des communautés.
<b>11. Budget ou fonds alloués (CAD)</b>	4 075 241
<b>12. Durée</b>	2016-2020
<b>13. État d'avancement</b>	Actif
<b>14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements</b>	Des détails sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002015001?wbdisable=true">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002015001?wbdisable=true</a>